

## FONDATION DE GENEVE

-----

Allocution de M. Francis Blanchard  
(Genève, le 5 mars 1990)

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Vous avez souhaité que cette journée, combien mémorable pour mon épouse et moi-même et je veux le croire pour tous ceux qui, par leur présence, ont voulu nous témoigner leur amitié, s'achève par cette rencontre dans le cadre prestigieux du Cercle des amitiés internationales. Ce matin, en application d'une loi du 1er décembre dernier, le Conseil d'Etat nous a fait l'insigne honneur de nous conférer la Bourgeoisie d'Honneur de Genève. Ce soir, c'est votre Fondation qui ajoute à cet honneur en nous décernant le Prix qu'elle réserve à des personnes ou à des institutions dont l'activité a contribué au rayonnement international de votre cité. Nous tenons, ma femme et moi, à exprimer notre profonde gratitude à vous, M. le Président, aux membres de la Fondation et à tous ceux qui ont apporté leurs soins à cette soirée qui nous touche infiniment.

Après vous avoir écoutés, je n'ai pas d'autre choix que de convenir que nous avons, sans doute, quelques-uns des mérites que vous avez relevés avec tant de chaleur et d'indulgence.

Pour ce qui est de mon épouse, aucun doute n'est possible. La passion qu'elle a mise au cours de très longues années à tisser des liens de plus en plus serrés entre les citoyens de Genève et ceux qui, chargés de la coopération multilatérale, sont, en quelque sorte, les citoyens du monde, justifie l'honneur qui lui est fait. En le disant, j'espère ne pas être juge et partie.

Pour ce qui me concerne, sensible certes au-delà de toute expression aux sentiments que vous avez exprimés, je tiens, cependant, à rétablir les choses et à vous dire combien j'ai de gratitude envers tous ceux que j'ai eu le privilège et la joie de connaître à Genève et qui m'ont prodigué aide et conseils au cours de ma longue carrière. J'ai passé plus de quarante ans de ma vie diurne à Genève. Une frontière encore présente, mais au total aimable à ceux qui l'empruntent quotidiennement m'en a seulement tenu éloigné pendant les nuits et lors des innombrables voyages effectués autour du monde.

Est-il besoin de dire dans quelle communion d'esprit et de coeur j'ai poursuivi dans cette cité la route empruntée avant moi par six directeurs généraux auxquels est revenue la charge exaltante de diriger le Secrétariat de la plus ancienne des grandes institutions internationales. Comme je le fais moi-même ce soir, ils ont rendu hommage à ce qu'il est convenu d'appeler l'esprit de Genève. Cet esprit n'a cessé d'inspirer ma démarche. Je me suis senti, à tout moment, en profonde communion de coeur et de pensée avec votre cité. Aujourd'hui, au moment où le vent de la liberté souffle sur l'Europe de l'Est, je ressens une profonde satisfaction d'avoir mené le bon combat de la liberté dans ce haut lieu de la liberté qu'est Genève.

L'Organisation internationale du Travail, la toute première installée à Genève au lendemain de la première guerre mondiale, a été le théâtre de batailles idéologiques rendues encore plus dramatiques au lendemain du dernier conflit mondial par l'opposition qui a paru souvent irréductible non seulement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais entre l'économie de marché et l'économie planifiée, entre les tenants de la liberté, d'un côté, et tous ceux qui, tout en invoquant la liberté, ont tenu les peuples sous la domination et la terreur. Vous ne serez pas surpris de m'entendre évoquer la Pologne, son histoire, ses souffrances, ses espoirs que j'ai partagés comme ses efforts pour connaître à nouveau la démocratie et la liberté.

Je rappelle ce soir non sans émotion que peu de temps après la création de Solidarnosc, le premier voyage de Lech Walesa hors de Pologne fut pour Genève en juin 1981. J'avais, un mois plus tôt, plaidé à Varsovie pour que soient levés les obstacles opposés à sa présence à la Conférence internationale du Travail. Il fut autorisé à venir. Dans son discours à la tribune du Palais des Nations où tant de voix célèbres se sont exprimées, Lech Walesa demandait, avec force, l'application rigoureuse de la convention internationale du travail No. 87 sur la liberté syndicale et se réclamait de l'Organisation internationale du Travail. Il prenait l'engagement de ne cesser le combat que lorsque la liberté aurait été restaurée en Pologne.

A la même session historique de juin 1981, le Pape Jean-Paul II avait accepté l'invitation de s'adresser à ce Parlement mondial du Travail qui, pour son honneur et celui de Genève, reçoit, comme vous le savez, chaque année, la visite d'un Souverain, d'un Chef d'Etat ou d'un Premier Ministre. L'attentat dont il fut victime le 13 mai 1981 - j'étais ce jour-là à Varsovie - l'en empêcha. Ayant recouvré la robuste santé qu'on lui connaît, le Pape honorait de sa visite la Conférence deux ans plus tard.

Si je rappelle ces événements, c'est parce que je ne peux me défendre de penser qu'ils ont été les premiers signes annonciateurs des bouleversements qui, après la Pologne, ont affecté tous les pays de l'Est.

Les événements à l'Est se sont précipités à un rythme si rapide qu'ils déconcertent. Ils déconcertent sans doute, mais ils nous interpellent aussi. Je ne me risquerai pas à les analyser en profondeur et encore moins à en prédire l'évolution. J'observerai cependant avec vous que la joie que nous avons connue en voyant tomber le mur de Berlin et, avec lui, disparaître des régimes dictatoriaux n'est pas sans mélange, ni sans inquiétude. Nous nous étions habitués à un certain ordre des choses. Nous acceptions, plus ou moins consciemment, la coupure du monde en deux ou, du moins, de l'Europe. Nous étions attachés à notre liberté. Nous dénoncions la caricature que d'autres en faisaient. Nous avons aujourd'hui, en quelque sorte, perdu nos marques et, sans doute, sommes-nous un peu déboussolés devant l'histoire qui s'accélère et qui nous laisse le souffle court. Nous avons désormais à montrer que la démocratie est, pour reprendre un mot célèbre, le moins mauvais des systèmes de gouvernements. Le défi n'est pas seulement pour ceux qui nous rejoignent mais pour nous-mêmes. Ils seront jugés sur leurs actes. Nous le serons aussi. Convenons que nous ne sommes qu'au début d'une longue

bataille, celle de la liberté, mais aussi celle de la justice et de la solidarité. Car de nouveaux problèmes ne cessent de surgir auxquels nos habitudes de pensée ne nous ont sans doute pas préparé et d'autres demeurent, voire s'aggravent.

Les problèmes les plus pressants, immédiats dans le temps et dans l'espace touchent à la construction de l'Europe. Je laisse aux politiques le soin d'y répondre et, en tout premier lieu, à ceux auxquels revient la lourde responsabilité de conduire des peuples désormais libérés. Ce n'est pas à nous d'enseigner la démocratie. Elle ne se décrète pas. Elle se pratique quotidiennement grâce à des institutions qu'il appartient aux pays de l'Est de créer ou de renforcer et grâce à des hommes et des femmes auxquels doit être inculquée la passion de la liberté, c'est-à-dire le sens et le goût de l'initiative personnelle et de la responsabilité. Dans ce qui sera à l'évidence un long parcours dont le terme est incertain, les organisations internationales et non gouvernementales installées à Genève où tant de talents et de dévouement s'expriment dans les domaines humanitaire, économique et social auront un rôle très important à jouer. Leur succès sera celui de Genève et ajoutera encore au prestige qui s'attache à son image.

Mais Genève, c'est certes Genève, certes la Suisse, certes l'Europe, c'est aussi la cité qui incarne l'interdépendance de mieux en mieux perçue de l'ensemble des nations et des peuples du monde. Il appartiendra à Genève et à ceux qui vivent dans son esprit de rappeler sans cesse que la grande aventure qui s'ouvre aux Européens ne doit pas les détourner de l'obligation morale qu'ils ont de se préoccuper du sort du reste du monde et, en particulier, du tiers monde. Or le risque est là. Je l'avais signalé bien longtemps avant la chute du mur de Berlin à une époque où les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest commençaient à céder à une sorte de fascination mutuelle. Dans le dernier rapport que j'ai eu le privilège de soumettre à la Conférence internationale du Travail, j'avais applaudi aux perspectives accrues d'échanges et de profit entre Européens de l'Est et de l'Ouest, mais je les avais mis en garde contre le risque de négliger les problèmes dramatiques qui se posent dans plusieurs régions du monde, qui se posent aussi en Europe qui connaît certes la croissance, mais où les inégalités demeurent et où la pauvreté, loin de reculer, a tendance à se répandre ici et là.

Je signalais alors, je le confirme aujourd'hui, qu'au train où vont les choses, il faut craindre que le monde ne débouche sur des sociétés se développant à plusieurs vitesses. Qu'en est-il en effet ? Dans nos pays industrialisés, très développés, hyper-consommateurs, un ensemble de facteurs risquent d'affecter en profondeur le marché du travail. Les nouvelles technologies dont Fernand Braudel disait qu'elles allaient bouleverser le monde, permettront d'atteindre des rythmes de production accrues sans intervention supplémentaire de l'homme. Le risque est grand d'une économie abondante, d'un côté, et d'une pauvreté persistante, de l'autre.

Cette dérive n'est pas conforme à la vision du monde à laquelle nous restons attachés et qui fait du travail un devoir tant moral que social en même temps que le passage obligé vers l'accomplissement de soi. Or sous les vocables de société post-industrielle, de société de l'information, de révolution de l'intelligence, la perspective annoncée ou dénoncée n'est-elle pas en matière d'emploi celle d'une société duale dans laquelle

à côté de travailleurs performants disposant de revenus élevés et capables à eux seuls d'assurer le volume de la production nécessaire, se trouvent un nombre croissant de chômeurs et d'exclus.

Si ces tendances se vérifient, elles entraîneront, d'un côté, un système marchand qui gagne déjà tous les secteurs de l'existence individuelle, en particulier celui du temps libre et, de l'autre, une contraction de la demande de produits et de services devenus de plus en plus abondants mais de moins en moins accessibles pour un grand nombre. Il est à parier dès lors que sera relancé le débat sur la question de savoir s'il ne conviendrait pas de dissocier le couple emploi-revenu et le couple revenu-durée du travail. Vaste question mais question qui pourrait devenir brûlante et à laquelle la création dans un certain nombre de pays d'un revenu minimum d'insertion donne un premier élément de réponse.

La croissance a ses lois, ses exigences. L'une d'entre elles, c'est la concurrence. La concurrence pèse chaque jour davantage sur les relations entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon. Dans ce fabuleux triangle, c'est la carte de produits complexes à haute valeur ajoutée qui va se jouer. La matière grise va s'inscrire de plus en plus dans la matière, la production dans un système global requérant, en amont et en aval, un dispositif complexe de l'intelligence humaine. Dans ce dispositif va entrer également la dimension du temps dès lors que l'on recherchera de plus en plus la production en temps réel. La polyvalence va devenir la règle, la capacité d'initiative des travailleurs sera en permanence sollicitée. Mais s'agit-il des mêmes travailleurs que naguère ? Les emplois créés dans l'industrie iront aux jeunes pourvus d'une bonne qualification sanctionnée par un diplôme. En sont déjà écartés les travailleurs âgés, les travailleurs les moins qualifiés et les jeunes en quête d'une première embauche. Telles sont déjà les tendances qui risquent de s'accroître au rythme des nouvelles technologies dont chacune aura pour effet de fertiliser toutes les autres. Au début du troisième millénaire l'ensemble de la production des biens matériels des pays développés sera assuré, selon certains, par un pourcentage relativement faible de la population active. Les uns avancent le chiffre difficilement acceptable de 10 pour cent. Selon d'autres sources, c'est moins de 25 pour cent de travailleurs protégés par des conventions collectives qui assurera l'essentiel de la production à côté de 25 pour cent de travailleurs précaires et, par conséquent, d'un pourcentage élevé de marginaux, de chômeurs ou de demi-chômeurs.

Il ne semble pas que l'opinion ait une claire perception de l'évolution des choses, de la portée des mutations technologiques, des changements dans les modes de vie. Dans les pays occidentaux l'opinion est surtout sensible à la croissance retrouvée qui porte à l'optimisme. Cette croissance ne devrait pas nous porter à nourrir des certitudes. En effet, les interrogations se multiplient avec les problèmes qui surgissent de toute part à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud. S'agissant du Sud et en dépit de l'extrême diversité des situations que recouvre l'appellation "tiers monde", nombre de pays ploient sous le poids des difficultés engendrées par la dette, la fuite des capitaux, les variations des coûts des matières premières, l'extrême fragilité des structures administratives et politiques et souvent la corruption.

C'est sur cette toile de fond que surgit, souvent avec aigreur - nous l'avons vu à Genève - le problème de la compétition internationale. Les pays riches dénoncent le caractère déloyal de la compétition que leur livrent les nouveaux pays industrialisés. Ces derniers et les pays pauvres opposent l'avantage comparatif qu'ils tiennent de l'abondance de leur main-d'oeuvre aux avantages que les pays riches tiennent de leur accès au capital et aux technologies les plus sophistiquées. La distance est considérable entre la croissance observée dans les pays industrialisés du Nord et la stagnation voire le recul dans de vastes régions de l'Hémisphère sud et, en particulier, en Afrique et en Amérique du Sud. Ce constat pose à l'Europe toute entière, pays de l'Est compris, mais aussi et surtout à l'Europe communautaire et aux pays de l'AELE dont la Suisse, un grand défi. L'Europe ne peut exclure de ses réflexions les questions qui se rapportent aux pays du tiers monde. C'est à Genève que ce rappel doit être fait sans trêve. Il y va non seulement de la liberté qui ne devra pas être le luxe de quelques-uns, mais le bien partagé par tous.

Or le temps presse car, pour reprendre une expression utilisée - m'a-t-on dit - par les confédérés, pour bâtir un système de sécurité collective, il faut lutter contre la malice des temps que nous traversons. L'immense chantier du monde requiert la volonté et la passion des peuples libres. Les tâches à accomplir sont énormes dans tous les domaines. Elles font penser - n'est-il pas vrai - à Sisyphe, Roi de Corinthe, condamné à pousser éternellement son rocher vers le sommet de la montagne. Tel était son malheur. Méditant sur le sort de Sisyphe, Albert Camus observait que peut-être le malheur de Sisyphe était à la fois son bonheur. Puisons dans l'observation d'Albert Camus des encouragements. C'est parce que la route sera longue que la montée sera ardue que nous devons rester fidèles aux valeurs de liberté, de progrès et de justice auxquelles, partout dans le monde, est attaché le nom de Genève.